

# Le Plan et les présages

LE V<sup>e</sup> plan avait sacrifié au mythe du taux de croissance, mais en abaissant le chiffre d'un demi-point pour inciter à la modération. Cela lui avait d'ailleurs valu de se voir opposer sous

je venais. Mais l'entreprise était quelque peu occultée au profit d'agrégats abstraits. Je tâcherais de remédier à cette situation par mes contacts.

Mais la comptabilité nationale était une réalité imposante qui

niclignotant par un alinéa conçu en ces termes : « L'effort français de recherche pétrolière doit être vigoureusement



PAR PIERRE MASSÉ

de l'Institut

une signature collective, un contre-plan plus ambitieux (sur le papier). Cependant, l'essentiel n'était pas là. Il était et il reste l'objectif fondamental reproduit dans mon article précédent qui se résume par ces mots : capacité concurrentielle, indépendance, expansion dans l'équilibre, progrès social réel et durable. En rédigeant ce texte, j'obéissais à des présages.

En premier lieu, le sentiment de fascination et de recul que j'éprouvais devant les comptes de la nation, monument de la connaissance globale, mais instrument d'évaluation imparfait de la santé d'une économie pour les lecteurs superficiels que sont les médias et que j'étais parfois obligé d'être. Ils conduisaient à privilégier le produit brut, donc le taux de croissance. Une politique basée uniquement sur les comptes de la nation, devait écrire un jour Raymond Aron, finirait par ne voir au chômage d'autre remède que la relance. Ce n'est pas ainsi que comptent les entreprises, même nationalisées, comme celle d'où

n'avait pas pour moi de substituer.

Il n'en était pas moins vrai, pour parler en chiffres ronds, que quand la croissance était 6, la performance, égale par définition au montant à partager, n'était que 3. C'était là le véritable « dividende du progrès » dont nous devions quelques années plus tard, Pierre Bernard et moi, donner une idée sommaire dans un livre qui réhabilitait l'entreprise centre de décision, agent de progrès, et support de notre capacité concurrentielle. Là était la vraie barrière à la griserie du possible, à la création de « faux droits », quand, gagnant 3, on s'entendait réclamer 6.

Un second présage touchait le pétrole pour lequel j'entrevois de grands risques. En 1961 et en 1963 j'avais écrit dans deux revues à diffusion restreinte qu'« au seuil de la géopolitique, le calcul des probabilités perd ses droits ». C'était entièrement à contre-courant des opinions régnantes. J'avais, néanmoins, à la table des commissions du plan, introduit dans le rapport sur les options du V<sup>e</sup> Plan un mi-

poursuivi, sur le territoire national comme sur des territoires extérieurs aussi variés que possible, pour atténuer les risques de toute nature que comporte l'exploitation pétrolière dans des pays présentant une certaine instabilité politi-

que ». Je n'ai pas retrouvé l'avertissement dans le texte même du V<sup>e</sup> Plan, ni dans ma mémoire le pourquoi et le comment de sa suppression.

Je n'en ai pas parlé à M. Pompidou, car je savais d'avance qu'il me répondrait : « Je ne suis pas un semeur de panique ! Si je dénonce un péril, je dois en même temps annoncer la parade. Que proposez-vous ? » Dans cet hypothétique dialogue des morts, j'aurais dit : « Profitez des bas prix du pétrole pour explorer les diverses filières nucléaires et préparez ainsi le bon choix. » C'est, après tout, ce qu'en traînant un peu au début nous avons fait. Président d'E.D.F., j'ai eu en décembre 1967 une dure séance chez le Général, mais je me suis bien tenu sous la remontrance, et, après un débat glacial, j'ai entrouvert une voie qu'André Giraud et Marcel Boiteux ont sylvie avec courage et succès appuyés par deux présidents et plusieurs premiers ministres. Ainsi, tout est bien qui finit bien.

## Recul du consensus

Troisième présage, la dégradation de l'économie concertée et le recul du consensus. Ce recul est jalonné en 1962, par la fin de la guerre d'Algérie, en 1965 par le ballottage présidentiel et en 1968 par le grand ébranlement de mai.

J'ai souffert de cette évolution, peut-être parce que

j'avais contribué à réintégrer la C.G.T. dans les commissions du Plan et obtenu du gouvernement l'institution, souhaitée par le Sénat, du mécanisme des options. L'essayiste averti qu'est Andrew Shonfield s'est même étonné. « C'est, écrit-il dans le *Capitalisme d'aujourd'hui*, un résultat intéressant et quelque peu inattendu de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement fort que de voir les planificateurs, qui avaient obtenu pour la première fois l'appui total de l'exécutif, rechercher néanmoins l'occasion d'introduire les incertitudes et les désagréments des mécanismes parlementaires au cours du Plan. » Qu'y faire ? Le Parlement peut être un interlocuteur incommode mais, pour le démocrate que je suis, il est l'instrument normal du consensus. De ces innovations, j'attendais beaucoup et j'ai moins obtenu que ce que j'attendais. Ainsi va la vie. De mes déceptions, j'ai tiré une leçon qu'a renforcée la lecture d'un passage des *Mémoires* de Jean Monnet : « Le jour où la commission des houillères dut se réunir avec celle de la sidérurgie pour fixer les contingents de charbon aux hauts fourneaux, Duguet et Le Brun n'eurent aucune peine à se retrouver du même côté de la table que Roy et Damien. » « Bien sûr, me dit Hirsch, ils peuvent évoquer leurs souvenirs communs de la Résistance où ils étaient aussi du même côté. »

(Suite page 12)

# Le Plan et les présages

(Suite de la page 11)

Mais la camaraderie n'explique pas tout... « Vous avez la preuve, lui répondis-je, de ce que j'ai appris depuis longtemps : quand vous réunissez des hommes d'origine diverse, que vous les mettez en face du même problème et les chargez de le résoudre, ce ne sont plus les mêmes hommes. Dès lors qu'ils ne sont plus là pour défendre des intérêts, ils prennent sans effort la même vue. »

Le malheur c'est qu'au fil des ans les intérêts ont reparu. J'en ai senti la vivacité en présidant le comité des sages au moment de la grande grève des mineurs du printemps de 1963. La société est redevenue conflictuelle à court terme, et seuls le long terme ou l'extrême péril peuvent effacer les dissensions par la solidarité. Hirsch avait plus raison que Monnet dans son solide bon sens.

Une société réconciliée est un rêve, comme, je le crains, l'association capital-travail. Ce qui me semble à la fois nécessaire et possible, c'est une déontologie du conflit.

## Ce que Georges Pompidou m'écrivait

Le partage social donne ainsi le plus inquiétant des présages. Mon esprit s'était mis à l'école de Léon Blum. Dans son dernier discours, à l'Assemblée nationale en novembre 1947, il proclamait la prééminence, en régime démocratique, du pouvoir politique sur le pouvoir syndical. (Je souhaite naturellement la voir subsister.) Il prenait ensuite pour objectif social l'amélioration de la condition ouvrière, c'est-à-dire l'accroissement du pouvoir d'achat des salaires et

des traitements, dans la limite des possibilités de l'économie française. Grâce aux progrès de la productivité globale, ces possibilités s'étaient, vers 64-65, considérablement élargies. Mais parallèlement, l'objectif social s'était diversifié et dilaté. A l'augmentation individuelle du pouvoir d'achat des revenus directs s'ajoutaient l'amélioration des équipements collectifs et le développement des prestations sociales (retraites, santé, famille) dans un système non régulé, voire parfois dérégulé (en attendant la qualité de la vie).

Les études préparatoires du V<sup>e</sup> Plan m'amènèrent à la conclusion que la grande politique sociale souhaitée n'était possible qu'au prix d'une modération de la progression des revenus individuels.

Plus précisément, tous chiffres entendus en volume, un taux de croissance de 5 % conduisait à l'indice 127,5 en cinq ans. Nous voulions ménager les entreprises, privilégier le secteur social, et ne ralentir que très légèrement la progression de la consommation. J'ai conservé une demi-feuille de papier portant ces indications précieuses de la main de M. Pompidou : « Pour les équipements collectifs, je suis en principe favorable à une augmentation supérieure à celle du P.I.B. Pour les prestations sociales, c'est très discutable. G. P. » (Sans doute voyait-il juste, mais il y avait la vitesse acquise.)

Un exercice chiffré me montra que pour atteindre les objectifs sociaux souhaités, il faudrait ramener à 2 % par an l'accroissement du pouvoir d'achat du salaire horaire à qualification inchangée. C'était une solution non déraisonnable, favorisant la santé des entreprises tout en démentant la thèse de la paupérisation. Mais

elle était profondément contraire à l'air du temps.

Ai-je eu raison ou tort ? J'ai cherché une autre solution qui permit de remonter des 2 % à 2,8 % grâce à toute une série de petites retouches. Le point faible est qu'elle donnait aux prestations sociales un indice 138/140, trop fort aux yeux du premier ministre, et dont il n'était pas sûr cependant qu'il ne serait pas dépassé. Les options du V<sup>e</sup> Plan annoncèrent la fourchette, mais aussi la constitution d'une commission *ad hoc* chargée de vérifier son réalisme.

Dans l'année séparant le vote des options de celui du Plan, la commission ne put conclure. Le V<sup>e</sup> Plan s'en explique franchement :

## Le clignotant politique ne s'éteint pas

« La complexité et la difficulté de la question, dont l'importance sociale, économique et financière est considérable, n'a pas encore permis à la commission de déposer des conclusions susceptibles de servir d'éléments de décision. Les études doivent donc être poursuivies. Quand elles seront terminées, le gouvernement fera choix d'un objectif définitif et des mesures propres à en assurer le respect. Cet objectif et ces mesures feront l'objet d'un rapport particulier qui sera soumis au Parlement. »

Il y avait, dans cette absence de chiffrage d'un des objectifs sociaux les plus importants, un assez beau clignotant politique. Il ne s'est pas encore éteint.

Pierre MASSÉ.